

# Rentrée 2011

## Situation économique et sociale :

### les règles d'or CFDT



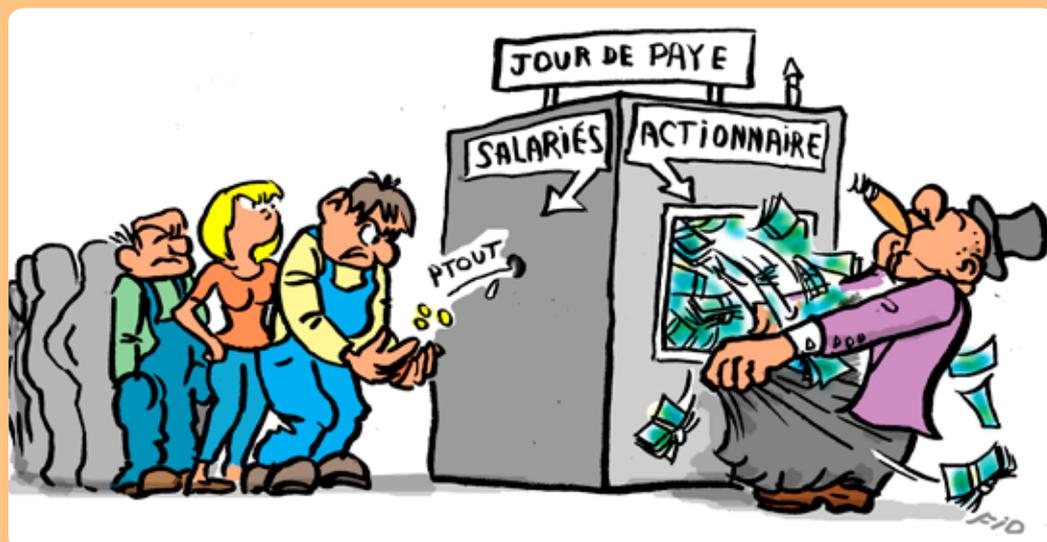
Puisque le gouvernement est sourd aux manifestations, la CFDT a choisi une autre façon de se faire entendre en s'adressant directement aux salariés sur leur lieu de travail.

C'est une demande des collectifs et adhérents CFDT du secteur public comme du secteur privé, qui ont voulu privilégier un autre type de mobilisation.

Foin des calculs du nombre de manifestants ou de grévistes, notre priorité est de rappeler la gravité de la situation, et de faire part de nos propositions.

Jamais les inégalités n'ont été aussi fortes, jamais le sentiment d'injustice n'a été aussi prégnant : baisse du pouvoir d'achat, chômage, exclusion, délitement des services publics, ce ne sont que quelques unes des conséquences des politiques conduites actuellement.

Cette crise, qui n'est d'ailleurs pas la nôtre, ne peut servir de seul argument pour justifier l'échec quasi total de la gouvernance politique actuelle.



**Dessiner un autre horizon porteur de progrès et de justice sociale : C'EST POSSIBLE !**



# Le dogme du « travailler plus pour gagner plus »

## L'une des clés du redressement de la situation : + de justice fiscale !

La CFDT a dénoncé, dès leur mise en place, le bouclier fiscal et la loi TEPA (Travail-Emploi-Pouvoir d'achat). Nous voyons aujourd'hui les limites de ce slogan de campagne érigé en programme politique...

Chacun doit payer en proportion de ses revenus, qu'ils proviennent du travail ou du capital. La défiscalisation des heures supplémentaires pour les grandes entreprises est une double aberration économique qui réduit les rentrées fiscales et détruit l'emploi.

**Tout allègement de charges pour les entreprises doit être lié à l'obligation d'aboutir à un accord salarial ou à une contrepartie d'embauches.**

Sur les quelques 500 niches fiscales recensées en France, l'Inspection des finances en juge 261 inutiles, absurdes ou inefficaces... ce qui représente une perte de plus de 70 milliards d'euros pour les caisses de l'Etat !

## « A balle » pour les jeunes

La CFDT a signé le dernier volet des accords sur l'emploi des jeunes. Il permet entre autres :

- Un **accompagnement dès l'entrée dans l'entreprise** : remise d'un livret d'accueil et désignation d'un référent ;
- Le principe d'un **tutorat de qualité** ;
- L'obligation de mettre en place un **tuteur pour tout contrat de professionnalisation**. Il s'agit d'une revendication de longue date de la CFDT.
- La mise en place d'un **dispositif exceptionnel de soutien financier pour les jeunes actifs de moins de 26 ans**, pour les aider à faire face aux frais matériels, de restauration, de transport, d'équipements professionnels... en mobilisant 40 millions de l'Unedic.

Par ailleurs, la CFDT se félicite que certaines

missions de l'Apec (Association pour l'emploi des cadres) soient ouvertes aux **jeunes ayant suivi un cursus universitaire, sans forcément avoir obtenu un diplôme**.

**Les mesures obtenues depuis janvier dans les quatre accords successifs** répondent aux ambitions de la CFDT d'apporter des solutions concrètes aux jeunes sur les problèmes qu'ils rencontrent sur le marché du travail. En ce sens, **plus de 175 millions d'euros sont mobilisés par les partenaires sociaux en direction des jeunes**.

L'épidémie de chômage reprend ! Après une année de relative accalmie, le chômage est reparti à la hausse dans toute la région (+1.8%), avec un mauvais point supplémentaire pour la Haute-Savoie, à +3.2% en juillet par rapport au mois précédent.

(Source : [DIRECCTE Rhône-Alpes](#))



# Le dogme du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux

## Usagers, salariés : tous perdants !

**S**ous prétexte de le simplifier et de le rendre plus efficace, ce gouvernement n'en finit plus de détruire le service public. Résultat ? Les augmentations de salaires promises n'arrivent pas et les conditions de travail se sont dégradées, entraînant du même coup une nette diminution de la qualité du service rendu. Que ce soit l'école, la santé, la sécurité... Rien ne va plus ! **La CFDT réclame de longue date que soient rédéfinies les missions du service public.**



### La Santé tombe malade

Notre système de soins est attaqué de toute part, et le pire est à craindre. Entre les postes non pourvus, la dégringolade du nombre de médecins du travail, les dépassements d'honoraires sans limite, et la taxation des mutuelles, on comprend vite qu'il va devenir quasi impossible de se soigner pour un grand nombre de personnes.

### L'Éducation nationale est envoyée au coin

Avec 52 000 postes supprimés en 4 ans, la France est aujourd'hui un des pays qui investit le moins dans son éducation, et donc dans l'avenir ! La rentrée 2011 voit 16 000 nouvelles suppressions de postes, alors même que plus de 60 000 élèves supplémentaires entrent dans le circuit scolaire ! Le gouvernement cherche à tromper l'opinion en affirmant sans cesse que l'on peut « faire plus avec moins ».

### La Sécurité se fait flinguer

Il y aura en 2012 une diminution des effectifs « de l'ordre de 3 000 policiers et gendarmes », conformément aux impératifs d'équilibre budgétaire, a déclaré le ministre de l'Intérieur. On est loin des coups de gueule et coups de menton des campagnes électorales, où la sécurité était le fer de lance de l'action gouvernementale !

Extrait d'un [rapport de l'OCDE](#) : *Depuis 1995, de sérieux signes de ralentissement sont observés (...) dans l'investissement financier dans l'enseignement primaire et secondaire. En France, le taux de scolarisation des 15-19 ans est passé de 89 % à 84 % entre 1995 et 2009... Le salaire statutaire des enseignants (...) a également diminué par rapport à la moyenne des pays de l'OCDE.*

### Et même si ce ne sont pas des fonctionnaires...

Alors que les médecins du travail étaient au nombre de 6000 en 2006 en France, il n'y en aura plus que 2300 en 2030, soit une baisse de plus de 60 % ! Seulement 47 médecins vont donc débuter une formation de médecin du travail en 2011-2012... (Source : [blog « Atousanté »](#))  
Quant à la taxation des mutuelles, elle aura été multipliée par 20 depuis 2008 !

# Le dogme du « toujours moins d'impôts »

## La Justice est à l'agonie !

Tous les coups sont permis lorsqu'il s'agit de baisser les coûts du service public : il est envisagé de recruter désormais les Greffiers au niveau bac (contre bac+2 actuellement), et de ramener la durée de leur formation de 18 à 12 mois. Une autre façon d'économiser, une fois encore au détriment de la qualité du service.

D'autre part, dans un article paru le 21 septembre dans *Libération*,

Matthieu Bonduelle, Secrétaire général du Syndicat de la magistrature, s'inquiète des conséquences de la fameuse « révision générale des politiques publiques » : allongement des délais de jugement, explosion de la durée des audiences, peines exécutées tardivement, réduction de l'aide aux victimes, mesures socio-éducatives ineffectives... Il dénonce une justice instrumentalisée au service des plus puissants.

Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2011, tout salarié qui voudra se défendre aux prud'hommes devra déboursier **35€**



Les plus-values réalisées sur un cheval de course ou de sport bénéficient d'un abattement supplémentaire de 15% par année de détention. Le milieu équin bénéficie également d'une exonération de taxe professionnelle et de taxe foncière pour un coût de 4 millions d'€ par an.

- **Fiscaliser les revenus du patrimoine autant que ceux du travail**
- **Créer une tranche d'impôt supplémentaire pour les plus hauts revenus, supprimer certaines niches fiscales...**

Voilà de quoi combler les déficits des comptes sociaux, pour le bien de tous !

